

Le pays ntribou sous administration française et anglaise de 1914 à 1956

Kokou Apegnon*

Résumé

Le pays ntribou est à cheval sur les Républiques actuelles du Togo et du Ghana. Avant la conquête coloniale, les populations de ce pays vivaient sur un même espace territorial. Lors de la conquête de l'espace qui deviendra le Togo, ce pays fut placé sous la domination allemande. Mais à la fin du premier conflit mondial (1914-1918) qui s'est soldé par la défaite de l'Allemagne qui, par conséquent perd ses colonies d'Afrique dont le Togo, le pays ntribou fut partagé et placé sous administration coloniale anglaise et française. Cette étude a pour objectif de décrire et d'analyser les circonstances dans lesquelles le pays ntribou passa sous administration française et anglaise et d'examiner les évolutions que ces populations connurent sous ces nouveaux maîtres. Pour l'organisation et l'élaboration de cette étude, nous nous sommes appuyé sur les enquêtes orales et les sources écrites. Le croisement de ces sources, leur analyse ainsi que leur critique et interprétation ont permis de structurer ce travail en deux grandes parties. La première partie étudie les circonstances ayant conduit au placement du pays ntribou sous administration française et anglaise. La deuxième partie examine les évolutions connues par ces populations du pays ntribou sous ces différentes administrations.

Mots-clés : Pays, Ntribou, administration française et anglaise, Togo et Ghana.

Abstract

The Ntribou country straddles the current Republics of Togo and Ghana. Before the colonial conquest, the populations of this country lived on the same territorial space. During the conquest of the space that will become Togo, this country was placed under German domination. But at the end of the First World War (1914-1918) which resulted in the defeat of Germany, which consequently lost its colonies in Africa, including Togo, the Ntribou country was divided and placed under English and French colonial administration. This study aims to describe and analyze the circumstances in which the Ntribou country passed under French and

* Université de Lomé (Togo), apegnonkokou@gmail.com

English administration and to examine the evolutions that these populations experienced under their new masters. For the organization and development of this study, we relied on oral surveys and written sources. The crossing of these sources, their analysis as well as their criticism and interpretation have made it possible to structure this work in two main parts. The first part studies the circumstances that led to the placement of the Ntribou country under French and English administration. The second part examines the evolutions known by these populations of the Ntribou country under these different administrations.

Keywords: Country, Ntribou, French and English administration, Togo and Ghana.

Introduction

Les Ntribou se retrouvent aujourd'hui aussi bien au Togo qu'au Ghana. Avant la conquête coloniale, les populations du pays ntribou occupaient un même espace territorial. Lors de la conquête de l'espace qui allait devenir le Togo, ce pays fut placé sous la domination allemande. Mais à la fin du premier conflit mondial (1914-1918) sanctionné par la défaite de l'Allemagne qui, par conséquent perdit ses colonies d'Afrique dont le Togo, les Ntribou à l'instar d'autres peuples du Togo, furent partagés et placés sous administration de la France et du Royaume Uni, vainqueurs de l'Allemagne.

Dans quelle circonstance le pays ntribou fut-il partagé et placé sous administration coloniale française et anglaise et quelles évolutions les habitants de ce pays connurent-ils sous ces nouveaux maîtres (France et Royaume Uni) ? Cette étude a pour objectif d'étudier les circonstances dans lesquelles le pays ntribou fut placé sous administration française et anglaise et d'examiner les évolutions que ces populations connurent sous le joug de ces nouveaux maîtres.

Sur le plan méthodologique, nous nous sommes appuyé sur une documentation variée qui traite des Ntribou, allant des archives aux mémoires, thèses, ouvrages divers et sources orales. Ces documents sont soumis au préalable au croisement et à la critique à la fois externe et interne. Le plan suivi est bipartite. Après un rapide exposé du contexte ayant permis le placement du pays ntribou sous administration française et anglaise, nous examinerons les évolutions des populations ntribou sous ces différentes administrations.

1. Le placement du pays ntribou sous administration française et anglaise

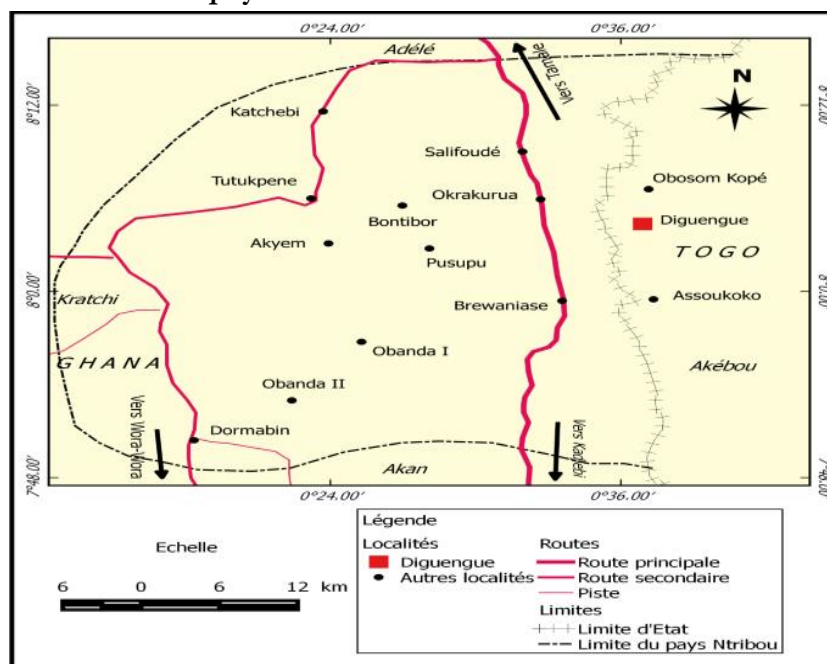
Le partage du pays ntribou entre deux puissances européennes s'est réalisé dans une suite logique du contexte international dans lequel l'Afrique fut partagée. Il faut toutefois noter que, pour le pays ntribou, c'est à la fin de la Première Guerre mondiale sanctionnée par la défaite de l'Allemagne au Togo que ce pays va être partagé et placé sous administration de la France et du Royaume Uni. Mais pour rendre compréhensible la suite de l'étude, il est intéressant de présenter le pays ntribou.

1.1. Présentation du pays ntribou

Le pays ntribou est réparti entre les Républiques actuelles du Togo et du Ghana. Avant la conquête coloniale, les populations de ce pays occupaient un même espace territorial. Lors de la conquête de l'espace du futur Togo, les Ntribou furent placés sous la domination d'un seul maître, le colonisateur allemand. Mais à la fin du premier conflit mondial, le pays ntribou fut partagé et placé sous l'administration de nouveaux maîtres (la France et le Royaume Uni). Les deux villages ntribou du Togo sont de taille très modeste : Diguengué et Oboussoum-Kopé. Ces deux villages ont une population de 1783 habitants. C'est essentiellement au Ghana dans l'Oti Region⁵⁵, situé dans l'angle sud-est du District de Nkwanta que les Ntribou sont plus nombreux. On les retrouve surtout en contrebas du plateau de l'Adélé à l'Ouest. La région dans laquelle vivent les Ntribou du Ghana couvre une superficie de 20 000 km² et la population est estimée à environ 25 000 habitants (Apegnon 27). Les villages les plus importants des Ntribou du Ghana sont Brewaniase, Bontibor, Pusupu, Dormabin, Akyem, etc.

⁵⁵ Autrefois dans la Volta Region.

Carte n° 1 : Le pays ntribou



Source : K. Apégnon, 2013, actualisée en 2022.

On distingue deux grandes phases dans la mise en place des populations ntribou : une première qui concerne les populations anciennement établies et une seconde phase qui voit l'arrivée dans la zone de populations « étrangères ».

En ce qui concerne les premières, elles expriment l'ancienneté de leur établissement à travers des récits tels que « nos ancêtres sont sortis de terre », « nos ancêtres sont venus de nulle part », « nos ancêtres sont descendus du ciel » (Apegnon 67-68).

Le second groupe de populations, issues des migrations venues d'horizons divers. Comme nous l'avons dit plus haut, le pays ntribou ainsi présenté constituait un seul territoire sous domination allemande avant d'être plus tard placé sous administration française et anglaise.

1.2. Les circonstances du placement du pays ntribou sous administration française et anglaise

La domination allemande, qui paraissait bâtie pour durer contre vents et marées, allait être balayée du Togo en trois semaines lors de la

Première Guerre mondiale. Cette guerre, qui chassa l'Allemagne de toutes ses colonies, remit tout en question : le Togo aurait fort bien pu disparaître alors de la carte, ou bien suivre une voie très différente de celle que le sort lui a finalement réservé (Gayibor 87 ; Marguéat 99).

En effet, la défaite des Allemands pendant la Première Guerre mondiale et les conséquences immédiates d'après-guerre faisaient des Anglais et des Français les nouveaux maîtres du pays ntribou. Les vainqueurs avaient conquis le Togo et devaient l'administrer à deux. Butin de guerre pour les puissances coloniales notamment la France et la Grande Bretagne, il connut son premier partage le 27 août 1914. Ce partage se fit au cours de la conférence d'Atakpamé en présence du colonel Maroix et du lieutenant-colonel Bryant. Aux Anglais, revenaient les circonscriptions de Lomé, Missahöhe et Kété-Kratchi où se trouvait la grande partie du pays ntribou. Aux Français, celles d'Aného, d'Atakpamé, Sokodé et Mango hormis le pays dagomba, autour de Yendi qui tenait à son rattachement à la Gold Coast (Gayibor 94). Les gouvernements des métropoles entérinèrent officiellement l'accord, sans aucun problème le 9 septembre de la même année. La guerre n'était pas bien sûr terminée. On se battait encore à 50 km de Paris, et ils avaient, comme on dit, bien d'autres chats à fouetter (Tcham 94). Le Togo allait donc devoir vivre sous deux administrations différentes, dont les relations et la coopération furent toujours bonnes, mais qui avaient chacune leur pratique et leur philosophie de la colonisation. Ceci n'était pas d'ailleurs grave, puisque cet arrangement n'était que temporaire, la guerre devant nécessairement finir bientôt. Ce provisoire allait durer six ans.

Le second partage fut symbolisé par un accord du 10 Juillet 1919, signé à Londres qui donna le feu vert aux ministres respectifs, Henry Simon et le Comte Milner. Conformément au respect des droits acquis, il fut exigé en conséquence la modification des frontières partout où cela s'avère particulièrement scandaleux. Sous l'effet des pressions, la France et la Grande Bretagne acceptent de procéder à de légères rectifications en 1927-1929 (Gayibor 94). Mais hélas ! Les Ntribou étaient toujours partagés entre le Togo et la Gold Coast (Ghana). Il faut rappeler que ce partage des Ntribou sous deux administrations différentes n'est pas spécifique aux seuls Ntribou. D'autres peuples furent également dans le cas, notamment les Ewé, les Akposso, les Bassar, etc. Ces dernières modifications laissent Diguengué et Obossoum-Kopé au Togo français. La majorité du pays

ntribou passa sous l'administration coloniale britannique. Les Ntribou devaient être désormais administrés par les Anglais et les Français.

2. Evolution socioculturelle du pays ntribou de 1922 à 1956

Il s'agit de passer en revue quelques aspects socioculturels sur les plans sanitaire, scolaire, administratif et religieux durant cette période mandataire en décrivant la manière dont la Grande Bretagne et la France ont administré et contribué à l'évolution des Togolais, en général et des Ntribou, en particulier.

2.1. Le pays ntribou en zone française

Petit à petit, les effets de la situation coloniale pénètrent en profondeur les Ntribou, les obligeant à se transformer pour le meilleur ou pour le pire. L'économie marchande s'instaure dans le pays jusque-là auto-suffisant. Lentement, les méthodes médicales modernes pénètrent dans la région et font reculer la mortalité et non pas la natalité. Quelques écoles et dispensaires furent créés dans la région. De nouvelles formes de croyance naissent également.

Après la période mandataire (1914-1920), les autorités françaises, après l'organisation définitive de l'enseignement officiel par l'arrêté du 4 septembre 1922, se lancèrent dans la création des écoles. Cependant, aucune école ne fut créée en pays ntribou. Mais à partir de 1923, Yégué, chef-lieu du canton, fut doté d'une école officielle où les enfants de Diguengué pouvaient aller s'instruire (Kolou 85).

En effet en 1948, il y avait seulement 28 élèves à l'école de Yégué. Or, cette école officielle a été réclamée par les autochtones eux-mêmes déjà en 1923 par l'entremise du chef de canton, Gnakouafrè. En effet, c'est en 1923 que la population construisit une première salle de classe et un logement pour l'instituteur (Kolou 85).

Malgré ce dévouement, les inscriptions étaient rares à l'ouverture de l'école. Les élèves venaient particulièrement du village de Yégué. Les autres villages environnants refusaient d'envoyer leurs enfants. Pourtant, cette école était destinée à tous les ressortissants de la région. Seuls les enfants jugés paresseux ou physiquement inaptes à travailler au champ ou à faire la chasse y étaient envoyés. Ces enfants étaient d'ailleurs rares. Les effectifs étaient ainsi insignifiants. En 1949, cette même école de Yégué restée encore « école de brousse » comptait 51 élèves dont 10 filles. Son

instituteur était Sogadji Nicodème. Celui-ci s'est toujours plaint de l'état délabré du bâtiment de la classe dans les rapports qu'il faisait aux administrateurs coloniaux (Kolou 85). Toutefois, il convient de souligner que parmi ces élèves, quatre étaient ressortissants de Diguengué. Il s'agissait d'Offossou Amewonou, Onamiyé Okoubra, Nkiboire Tsrifo et Ndabala Awouya (Apegnon 261). L'éducation préexistante fut ainsi secondée par l'école du Blanc, afin de pouvoir former les cadres intermédiaires. Celle-ci constituait donc une nécessité, car sans elle la communication entre les administrateurs coloniaux et les autochtones serait impossible. Ceci compliquerait par conséquent le projet de mise en valeur de la région. Si l'objectif était tout simplement de permettre la communication, on comprendrait pourquoi cette scolarisation fut superficielle.

Au total, l'éducation fut dans l'ensemble rudimentaire et inadaptée. Toutefois, on peut donc dire que l'héritage scolaire colonial n'a pas été très brillant pour le pays ntribou. Ce qu'on peut qualifier d'élite intellectuelle est pratiquement inexistant. L'amélioration de l'état de santé des autochtones fut aussi une préoccupation des autorités administratives françaises durant cette période.

Durant le mandat, les autorités françaises ont continué les actions sanitaires au Togo. Mais aucune action concrète n'a été réalisée en pays ntribou. L'œuvre des Français dans ce domaine était également réduite aux tournées de vaccination, sans pour autant construire des cases de santé ni de dispensaires. Quant au service d'hygiène, il était assuré tant bien que mal par le passage de temps en temps d'un inspecteur d'hygiène. Cette initiative était très importante pour le colonisateur, car selon ses attentes, si les « indigènes » mangent dans des conditions salubres, ils peuvent alors être en bonne santé ; et bien entendu, peuvent assumer les fonctions qui leur sont assignées, c'est-à-dire le travail pour l'administration coloniale. Mais un dispensaire a été construit à Yégué, chef-lieu du canton par arrêté n°196 du 8 mars 1928. A partir de ce moment, les Ntribou pouvaient se rendre à Yégué pour se faire consulter.

En dépit des difficultés qu'a connues ce dispensaire⁵⁶, il va contribuer à l'amélioration de l'état de santé des populations. Tous ces

⁵⁶ Demandé par le chef canton de Yégué en 1923, le dispensaire ne sera ouvert que le 8 mars 1928, mais faute de fréquentation, ce dispensaire a été fermé en 1935 et fut rouvert en 1938. Il sera de nouveau fermé en 1942 et l'infirmier a été établi à Pagala-Gare. Yégué

efforts étaient à l'origine des rapports que faisait Armand⁵⁷, administrateur adjoint des colonies. Il rapporte que les Adélé (y compris les Ntribou) sont en général des gens soucieux de l'hygiène et la propreté dans leurs villages le témoigne. Les concessions sont soigneusement entretenues. Lors d'une autre tournée qu'il a effectuée en 1944, il rapporte qu'il a été frappé par la différence d'entretien entre les villages adélé et akébou. La conséquence est que la situation sanitaire est bonne et meilleure dans l'Adélé que dans l'Akposso et l'Akébou ; même s'il y a plus de goitreux dans l'Adélé que dans les deux autres cantons.

Au total, l'œuvre sociale sous la colonisation française en pays ntribou a été insignifiante voire inexistante. Cependant, l'apport de la médecine moderne et l'existence dans les villages environnants de dispensaires a, semble-t-il, réduit l'influence des thérapeutes traditionnels, mais n'a pas totalement supprimé leur pouvoir. La médecine moderne apportée par l'homme Blanc a permis certes d'éradiquer plusieurs endémies qui autrefois décimaient la population. Cependant, la médecine traditionnelle est encore la plus respectée. Mais certains aspects de la médecine occidentale n'étaient pas dissociés des nouvelles formes de croyance.

Le début du XX^e siècle vit en effet l'Afrique passer sous le joug de l'Europe. Les normes de références changèrent brutalement et l'on assista à un véritable tsunami, sorte de rouleau compresseur qui, inexorablement, tout au long du siècle, écrasa et anéantit un héritage immatériel vieux de plusieurs millénaires. L'idéologie coloniale et l'intégrisme des missionnaires chrétiens, par leurs discours et condamnations sans appel, en l'absence de tout débat contradictoire, reléguèrent la culture africaine aux oubliettes. Cette idéologie dominante détruisit couvents, sanctuaires, représentations anthropomorphes des divinités, s'attaquant à l'héritage immatériel africain par un dénigrement systématique de la culture nègre (Gayibor et al. 195).

Les Ntribou étaient tous des adeptes de la religion traditionnelle, adorant plusieurs divinités. Le colonisateur introduisit dans la société une

passait ainsi au registre de consultation périodique. Le nouveau chef canton de l'Adélé redemanda sa réouverture. Il a fallu attendre la fin de la deuxième guerre mondiale et plus précisément en 1947 pour la réouverture du dispensaire (Kolou 85).

⁵⁷ ANT-Lomé 2APA, Cercle d'Atakpamé, dossier n°1 : rapport de tournée effectuée par M. Armand, administrateur adjoint des colonies dans les cantons d'Adélé, de l'Akébou et ouest Akposso (Litimé) du 9 mars au 1^{er} avril 1923.

nouvelle forme de religion : la croyance en un seul et unique Dieu. C'est lui que les missionnaires vont prêcher en Afrique avant, pendant et après la colonisation. Comme c'est partout le cas en Afrique, la région côtière a été la première à entrer en contact avec ces missionnaires avec diverses missions.

La mission protestante suisse de Bâle a été la première des trois missions ayant parcouru la région, à visiter l'Adélé et à atteindre les Ntribou et ceci avant l'arrivée du colonisateur. Elle fut également la première des missions chrétiennes allemandes à commencer son évangélisation en côte de l'Or à partir de 1825. Les premières formes d'évangélisation ont marché de pair avec la scolarisation. Il faut dire que les habitants de Diguengué ont été évangélisés très tôt par des Ewé qui venaient chercher des terres pour la culture du café et du cacao.

Le village de Diguengué accueillit beaucoup d'étrangers éwé. Mais ces étrangers étaient installés dans des fermes agricoles qu'ils créèrent. Ces Ewé venaient de la Gold Coast, notamment de Peki, Mafi, Ho, Kpandu, Adaklu. Chaque dimanche, ils se retrouvaient dans la grande salle de Ndalaba Apégnon Dissi pour chanter et louer Dieu. C'est de cette façon qu'ils introduisirent la religion chrétienne à Diguengué. Les autochtones n'étaient pas cependant convertis et ne se rendaient pas à l'église. Toutefois, ils n'empêchèrent pas ceux-ci d'adorer leur Dieu. Il arrivait parfois que ces autochtones viennent se tenir un peu à côté et les regarder chanter. Cette première forme d'Eglise s'appelait « Bremane », l'Eglise protestante. Ces Ewé s'unirent et construisirent un hangar à Akoliabo connu sous l'appellation de Assoukokonou, c'est-à-dire à côté de la rive de l'Asoukoko où ils se réunissaient chaque dimanche pour louer et adorer le Seigneur. (Apegnon 265)

Jusqu'en 1950, aucun fils de Diguengué n'était converti. Les autochtones quoiqu'attachés à leurs pratiques ancestrales nouèrent de bonnes relations avec les immigrants chrétiens. Ces derniers n'étaient pas persécutés semble-t-il. Selon les témoignages, ils étaient autorisés à adorer librement le Seigneur. Toutefois, ils avaient l'obligation de respecter certaines règles et interdits du milieu. Ces interdits concernent l'ensemble du pays ntribou à cause de la divinité *Nana Kpebun*, censée protéger toute la région et tout le monde.

En somme, nous pouvons donc conclure par rapport à ce qui vient d'être examiné que le pays ntribou sous administration française commença un début d'évolution dans les domaines de la santé, de la scolarisation et une nouvelle forme de religion. Les Anglais devaient dorénavant administrer leur zone.

2.2. Le pays ntribou sous administration anglaise

En effet, à partir de 1920 à l'issue de la Première Guerre mondiale, jusqu'en 1957, le tiers de l'ancienne colonie allemande du Togo (comprenant le pays éwé autour de Ho et Kpandu, les monts du Togo et la vallée de la Volta jusqu'à Kété-Kratchi, et, plus au nord, la région de Yendi, le tracé précis de la frontière étant définitivement fixé entre 1920 et 1929) a été placé sous mandat, puis sous la tutelle de la Grande Bretagne. A la différence du Togo français, qui garda son autonomie, le territoire britannique fut administré comme une simple province de Gold Coast (Gayibor 283).

Comparativement au pays ntribou français, le territoire ntribou qui allait être rattaché à la Gold Coast était plus vaste et la population plus importante. Cette population est estimée à environ 20 000 habitants avec une superficie d'environ 200 km² comme dit plus haut.

Pour la bonne administration du Togo britannique, deux districts *commissionners* furent créés l'un à Yendi, l'autre à Ho, puis, en 1928, un troisième à Kpandu. Le *commissionner* était directement responsable devant le commissaire de la province, à Koforidua ou à Tamale, ainsi que devant le secrétaire aux affaires indigènes à Accra, et le *Colonial Office*, à Londres. La chaîne de commandement fut structurée autour d'un rapport trimestriel : chaque trimestre, le *commissionner* devait soumettre un rapport sur la situation économique, juridique, social et politique de son cercle. Ce rapport remontait de niveau en niveau avant d'être finalement soumis à la commission de Genève (Apegnon 269). En principe, ce modèle de régulation était semblable au système hiérarchique de la Gold Coast.

Ce regroupement autoritaire (indispensable pour asseoir le système d'administration indirecte au Togo britannique) fut mis en place pendant les années 1920 par deux administrateurs coloniaux, les *commissionners* Mothersill et Lilley. Mais le nombre élevé de chefs autonomes en pays éwé (120 chefs dénombrés en 1915 par l'ethnologue Rattray) rendait difficile la tâche pour un seul administrateur. Mothersill et Lilley prônèrent donc

la création de cinq grands Etats éwé, chacun doté de son propre conseil des chefs membres d'un même tribunal et d'un chef supérieur ayant le pouvoir exécutif : le *Paramount chief* (Gayibor 290).

De 1926 à 1938, Lilley et ses adjoints ont ainsi fortement incité les chefs éwé à créer quatre Etats : l'*Akpini* avec son siège et son chef supérieur à Kpandu, l'*Awatimé* avec son siège à Awatimé, le Buem avec le siège de l'*Omanhene* à Buem⁵⁸ et l'*Asogli* avec son siège à Ho, le *Howusu* de Ho-Domé étant le chef supérieur. Pendant la seconde guerre mondiale, un cinquième Etat fut brièvement établi à Hohoè, l'*Atando*. Ces Etats se virent accorder un conseil ou une assemblée des chefs qui en étaient membres, un tribunal pour le droit civil, des pouvoirs fiscaux limités et un budget de l'Etat (Gayibor 291). Les chefs de certains villages ntribou firent allégeance au chef suprême des Buem.

La dernière réorganisation du régime indigène ne fut introduite qu'après la seconde guerre mondiale. Une commission d'étude fut créée par le Ministère des Colonies en 1951, sous la direction de Coussey. Elle proposa l'accélération de l'assimilation du Territoire du Togo sous tutelle britannique aux provinces de la Gold Coast. Le rapport final introduisit trois changements majeurs : 1) le Togoland fut divisé en deux parties ; 2) celle du Nord (de Kété-Kratchi à la frontière de la Haute-Volta) fut absorbé par la province du Nord ; 3) était créée une Province de la Volta, regroupant le sud du Togoland et, sur la Côte, le pays anlo de la Gold Coast (anglais depuis 1874), dont Hô le chef-lieu. La commission insista sur le fait que cette réorganisation était nécessaire pour améliorer la mise en valeur du territoire (Gayibor 287). Et de ce fait, jusqu'à nos jours, les frontières des provinces du Ghana sont restées celles proposées par la commission Coussey. C'est ainsi que le Togoland britannique fut organisé.

Capitaine Lilley sillonna le pays ntribou pour confirmer l'autorité et le pouvoir des Anglais. Les Ntribou reconnaissent la souplesse de l'administration anglaise par rapport à celle des Allemands. Mais le pays ntribou anglais n'a pas eu une autonomie politique et administrative. Les Ntribou n'ont pas été constitués en chefferie supérieure. Ils vont dépendre pendant longtemps de la chefferie supérieure de Dodofie et de la chefferie des Buem.

⁵⁸ Les Buem situés au nord des Ewé dans les environs de Djassikan ne sont pas des Ewé, mais disposaient d'une chefferie supérieure qui, d'ailleurs, avait été abolie par les Allemands vers 1900 (Gayibor 290).

L'appartenance d'une partie des Ntribou à la chefferie des Buem, comme le rapportent les traditions, est une réalité. En effet, P. Nugent (133) analyse la constitution de cette chefferie. Le troisième groupe composé de peuples voisins qui ont apparemment accepté la chefferie des Buem dans la deuxième moitié du XIX^e siècle sont constitués de Bowiri, Akpafu, Santrokofi, Likpe, Tapa, une partie des Ntribou.

Tout compte fait, les Ntribou devaient se rendre périodiquement à Kratchi pour le règlement de certains litiges et jugements. Lorsque le chef des Ntribou n'arrivait pas à trancher de façon définitive certains contentieux, ceux-ci étaient portés devant le chef suprême de Kratchi.

Le pays ntribou ghanéen n'a pas connu, comme nous l'avons dit une structure politique indépendante. Il va tout d'abord dépendre de Buem-Kratchi District et rester sous la domination du canton de Dodofie durant plusieurs années. Progressivement et quand Kratchi se détacha de Buem, Brewaniase devint le chef-lieu du canton.

En définitive, le pays ntribou anglais, à l'instar de son voisin français, a connu une évolution socio-économique très lente. Aucune route ne traversait le pays avant 1957, date d'indépendance de la Gold Coast. De même, aucune école n'y était construite. Seuls Brewaniase et Pususpu avait chacun un marché de type rural qui s'animaient tous deux un vendredi sous un arbre. Dans ces marchés, l'on pouvait acheter de l'huile rouge « *noun yayam* », du savon local « *abibi kwaya* », du gombo sec et frais « *dossi* », de la pommade de karité « *adenponoun* », de la viande fumée « *nanidowolo* », etc. Pour les produits manufacturés, ils se rendaient soit à Djassikan, Kadjebi soit à Hohoè, Hô, Kpando ou à Kratchi. Dans ces marchés, ils pouvaient se procurer du sucre, quelques boissons fortes, des savons et autres articles d'importation européenne⁵⁹ (Apegnon 274). On pouvait trouver en pays ntribou les défenses d'éléphants qui étaient vendues aux Allemands et aux Anglais. Mais progressivement, cette zone rentre dans la culture des produits de rente que sont le café et le cacao. A travers ces deux cultures, la population de ce territoire connut une certaine évolution marquée par la construction des maisons en tôle ondulée.

L'école fut, au Togo, comme dans la plupart des autres régions de l'Afrique, avant tout fille de la mission avons-nous dit. Ce fut également le cas dans le pays ntribou anglais. Il est cependant important de préciser que

⁵⁹ Obisrewuo Kwame Samuel fut le premier acheteur de café et de cacao dans la région. Il a été reconnu officiellement par l'Etat ghanéen depuis 1961.

le pays ntribou n'a réellement connu son début de scolarisation qu'après l'indépendance de la Gold Coast. Bien avant ce temps, il y eut une ébauche de scolarisation suivie d'évangélisation grâce aux missionnaires chrétiens qui venaient pour acheter des terrains pour la culture du café et du cacao.

En effet, selon les traditions, trois villages, notamment Pusupu, Ando et Bontibor furent les premiers à être dotés chacun d'une école primaire. L'instruction à Brewaniase est très récente. Les premiers élèves étaient Sékété Koami, Obisrowuo Samuel, Nana Amankrado, Okrah Kumah. Sékété Koami rapportait à ce sujet :

Pusupu a été le premier village ntribou du Ghana à débiter l'instruction ou à envoyer ses enfants à l'école du Blanc. Nous étions d'ailleurs les premiers élèves. L'école a atteint Pusupu grâce à un enseignant du nom de Mathieu Mensah dont les parents étaient venus payer du terrain. On allait à l'école avant que la deuxième guerre n'éclate. C'était dans une chambre de Nana Yaw Assasse chef du village de Pusupu à l'époque. Nous étions une dizaine, mais à un moment donné l'école s'arrêta sans raison valable. Les parents qui avaient de l'argent, à l'instar de Bapanaye et autres, envoyèrent leurs enfants ailleurs, surtout à Papassi. Nana Amankrado Okrah Kumah et moi étions restés, parce que nos parents étaient pauvres. Nous reprîmes les classes après l'arrivée d'un autre enseignant. Mais après avoir fait quelques classes, nous devons aller continuer soit à Papassi soit à Ahamasu. Pour atteindre Papassi ou Ahamasu, il fallait marcher à pied en passant par Brewaniase, Bakye-Akoura, Pampawie, Ampeyo, etc. avec nos colis. Ces premiers enseignants qui ont créé l'école à Pusupu étaient également des chrétiens et avaient commencé aussi par évangéliser nos parents qui allaient chaque dimanche à la messe. C'était Evangelical Prebyterian Church. (Apegnon 275)

L'école a débuté à Bontibor pendant la Deuxième Guerre mondiale. C'était par l'entremise des Ewé qui venaient pour payer les terrains afin de pratiquer la culture du café et du cacao. Ces éwé enseignaient et évangélisaient en même temps. La première église ici à Bontibor fut Evangelical Prebyterian. Le premier pasteur fut Galivo, originaire d'Akpafu. Le second pasteur s'appelait Wompa. Il était de Danyi. Par la suite, l'église catholique s'installa. Son premier prêtre fut August Wamenor, originaire de Kévé (Apegnon 276). On peut alors situer le début

de la scolarisation, en pays ntribou anglais dans l'entre-deux-guerres. L'éducation et l'évangélisation en pays ntribou anglais n'ont été possibles que grâce à leurs voisins qui ont décidé de s'installer dans le pays pour la culture des produits de rente. C'était des écoles de villages. Comme le pays ntribou français, la partie anglaise n'était pas non plus dotée d'un dispensaire, avant l'indépendance de la Gold Coast. Or, la colonisation devait s'occuper de l'état de santé de la population dominée. Tout comme les Ntribou français, ceux de la partie anglaise se rendaient à Dodi-Papasi « *Mary Therese Hospital* », construit en 1934 pour se faire soigner. Tout compte fait, les actions sanitaires et scolaires du pays ntribou anglais n'étaient pas aussi enviables. Comme on peut le constater, l'œuvre sociale coloniale anglaise et française chez les Ntribou est quasi inexistante. En dehors de cette évolution du pays ntribou, des actions ont été menées par certains acteurs togolais, dans le but de l'unification des deux Togo.

2. 3. Le rattachement du pays ntribou à la Gold Coast

L'histoire du rattachement d'une partie du pays ntribou à la Gold Coast ne saurait être isolée du contexte général de l'annexion du Togo britannique. En effet, les Ntribou n'ont pas été les seuls à être victimes de l'arbitraire des frontières coloniales. Le Togo, placé sous mandat fut géré de la même façon qu'une colonie tandis qu'on tenta timidement d'y introduire des réformes-tests à appliquer par la suite dans les colonies. Pour cette raison, le Togo fut considéré comme une nation pilote, « une sorte de champs d'expérimentation ». Face à une telle attitude de la France, naît un mouvement national éwé. En effet, ce mouvement éwé est un groupe de pression conçu pour exercer une fonction de revendication et de contestation de la vision française du colonialisme européen établi en terre togolaise au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En réalité, la question de la création de l'Etat éwé était au départ la préoccupation de ce mouvement pan-éwé (Gayibor 207). Donc, les problèmes que causaient ces frontières avaient fait prendre conscience à certains responsables qu'il fallait trouver une solution. De ce fait, le Togo et la Gold Coast avaient privilégié, la voie diplomatique ou de dialogue en vue de trancher les problèmes frontaliers.

En ce qui concerne le groupe ethnique éwé par exemple, on sait que l'anglais Clifford semblait reconnaître en 1914, qu'il ne devrait pas être divisé et proposait des rectifications de frontières mineures (Gayibor 105).

Cependant, le cours de la guerre en Europe handicapa la réalisation du projet. Lorsqu'au lendemain de la guerre, la France prenait la relève de l'Allemagne au Togo, préoccupée par sa politique de l'union française, il ne s'agira pas de favoriser le rapprochement, mais plutôt de maintenir la division. Les Ewé ne manquèrent pas de protester avec force. Ainsi, devant cette frontière répondant aux impératifs politiques des occidentaux, les Ewé tentèrent eux-mêmes de faire ce travail d'unification. Si la revendication d'une unification éwé est aussi vieille que les frontières coloniales elles-mêmes, c'est au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale qu'elle s'exprima de façon organisée. Le 9 juin 1946, à l'initiative d'un professeur de géographie d'Accra, Daniel Chapman Nyaho, est créée à Accra la « *All Ewe Conference* » (AEC), regroupant plusieurs associations. Au Togo, le Comité de l'Unité togolaise (CUT) en devient la composante la plus solide et S. Olympio son porte-parole (Gayibor 207). Devenu Premier ministre en 1951, Kwame Nkrumah n'a jamais caché son intérêt pour la « *Trans-Volta-Togoland* ». En juillet 1951, il déclare que : « la pacification de la Trans-Volta est la seule solution au problème de l'unification éwé » (Gayibor 210). Finalement, il est alors organisé un référendum le 9 mai 1956⁶⁰.

À l'issue de ce plébiscite, les « intégrationnistes » obtiennent 58% des voix contre 42% pour les « séparatistes ». Le tableau n°9 présente les résultats du plébiscite du Togo britannique du 9 mai 1956. Ce qui a de plus compliqué la situation des Ntribou anglophones, c'est ce plébiscite du 9 mai 1956 au Togo britannique. En effet, ce référendum consacre leur rattachement à la Gold Coast, délaissant ainsi quelques-uns au Togo français.

Tableau n°1 : Plébiscite du Togo britannique (1956)

Togo-Nord	Intégration	Séparation
Mamprusi	25215	4396
Dagomba	20738	5582

⁶⁰ Plébiscite organisé sous l'égide des Nations Unies pour décider du rattachement du Togo britannique au Togo français ou de son intégration à la Gold Coast. Sur les 160 000 suffrages exprimés, 93 095 votants, soit 58%, se sont prononcés pour l'intégration à la Gold Coast. Les résultats régionaux présentent cependant une autre physionomie. Les régions centrale et méridionale, peuplées d'Ewé, se sont en effet prononcées à 55% pour le rattachement au Togo français. L'ONU s'est donc basée sur une interprétation globale des résultats pour favoriser l'annexion du Togo britannique à la Gold Coast. La défaite des nationalistes éwé était prévisible en raison de l'existence dans les deux Togo de populations non-éwé majoritairement plus importants (Gayibor 10-11, note 1).

Gonja	3166	2729
Total	49119 = 79%	12707 = 21%
Togo-Sud		
Kratchi	10004	2861
Akan	8299	6837
Buem	9875	9077
Kpando	8581	17029
Ho	7217	18981
Total	49976 = 44%	54785 = 56%
Total Général	93095 = 58%	67492 = 42%

Source : N. L. Gayibor, éd (143).

L'analyse de ce tableau révèle que ce plébiscite, tenu le 9 mai 1956 et supervisé par une commission de l'ONU, a connu une victoire pour des « intégrationnistes ». Ces intégrationnistes ont obtenu 58% des voix contre 42% pour les « séparatistes », soit un écart de 16% des uns des autres.

D'après les traditions recueillies sur place, les Ntribou, en territoire anglais ont, quant à eux, manifesté leur volonté pour l'intégration. Mais, au même moment, ils dénoncent le fait que leurs frères soient détachés d'eux et souhaitent leur rattachement à la zone anglaise, sans toutefois le manifester ouvertement. Pour eux, ils constituent une seule communauté ayant une histoire commune et ils étaient aussi déjà habitués aux produits anglais. Néanmoins nous n'avons pas pu avoir le nombre de voix des Ntribou votant pour l'intégration.

Conclusion

Au terme de cette étude, il ressort que lors de la conquête de l'espace du futur Togo, le pays ntribou a constitué un seul territoire sous la domination allemande. Mais à la fin de la Première Guerre mondiale, la France et le Royaume Uni, vainqueurs de l'Allemagne se partagèrent ce pays qu'ils devraient administrer à deux.

Le pays ntribou anglais n'a pas connu des évolutions aussi notables. Si le pays ntribou français, sur le plan politico-administratif dépendait du canton de Yégué à partir de 1919, celui anglais faisait partie du canton de Dodofie et dépendait de Buem-Kratchi district. Mais progressivement, Kratchi aura son autonomie administrative (devient préfecture) dont fera partie les Ntribou anglais. Brewaniase deviendra plus tard, « *Ntribomanbene Traditional Country* » dont le premier « *paramount chief* » fut Nana Akyam

Kofi Badu Otim de Brewaniase. Aucune route ne traversait ni le territoire ntribou anglais ni le pays ntribou français avant l'accession à la souveraineté internationale de la Gold Coast, en 1957 et du Togo, en 1960. Même si dans l'entre-deux-guerres, il y eut un début de la scolarisation des « autochtones » par leurs voisins déjà instruits et venus dans la région pour des mobiles agricoles, aucun établissement officiel n'existait. Il fallait se rendre, soit à Papassi, soit à Djassikan ou à Kratchi en ce qui concerne les Ntribou du Ghana et à Yégué pour les Ntribou du Togo. Sur le plan sanitaire, le territoire ntribou anglais n'avait pas de dispensaire, ni un centre de santé propre à lui. En définitive, le pays ntribou français tout comme le territoire ntribou anglais a été très peu touché par la parenthèse coloniale.

Travaux cités

Sources orales : Liste des informateurs

- Au Togo

Nom	Prénoms	Age	Profession	Date d'entretien	Lieu d'entretien
NAYO	Anani	55 Ans	Chef des jeunes	13/09/22	Diguengué
NAYO	Yao Biakou	63 Ans	Ancien sous-chef	13/09/22	Diguengué
NKIBOIRE	Kokou Alex	62 Ans	Cultivateur	13/09/22	Diguengué
OFFOSSOU	Etovi	73 Ans	Chef canton	12/09/22	Diguengué
OFFOSSOU	Bidjéni	76 Ans	Doyen prêtre	12/09/22	Diguengué
OBOUSSOUM	Kodjo Guini	63 Ans	Régent	11/09/22	Oboussoum-Kopé
AMEGNAGLO	Komi Petit	70 Ans	Secrétaire	11/09/22	Oboussoum-Kopé

- Au Ghana

Nom	Prénoms	Age	Profession	Date d'entretien	Lieu d'entretien
ADJIMAH	Kofi	50 Ans	Cultivateur	22/12/22	Brewariase
AYTVI	Samuel	57 Ans	Cultivateur	22/12/22	Pusupu
ESSENI	Kwasi	62 Ans	Cultivateur	23/12/22	Bontibor
ODAMBA	Kwadjo	64 Ans	Cultivateur	23/12/22	Brewariase

Bibliographie

- Aduayom, Adimado Messan. *Frontière contre peuples en Afrique Noire : le cas des Ewé*, thèse de III^e Cycle d'Histoire, Paris I, 1975.
- Apegnon, Kokou. *Contribution à la reconstitution du pays ntribou (Togo et Ghana) des origines à 1914*, mémoire de Maîtrise en Histoire, Lomé, Université de Lomé, 2005.

- Apegnon, Kokou. *Contribution à la reconstitution du pays ntribou (Togo et Ghana) de 1750 à 1956*, mémoire de DEA en Histoire, Lomé, Université de Lomé, 2007.
- Apegnon, Kokou et Dandonougbo, Nabidou. « Organisation festives et résurgences ethniques : le cas des Ntribou et des Kpélé (Togo et Ghana) », N.L. Gayibor, *Peuples et frontières dans l'espace ouest africain*, Collection « Patrimoines » n° 15, Lomé, Presses de l'Université de Lomé, p. 103-114, 2013.
- Apegnon, Kokou. *Le pays dilo / ntribou (Togo-Ghana) du milieu du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle*, thèse de doctorat unique en Histoire, Lomé, Université de Lomé, 2013.
- Apegnon, Kokou. « Fia kedi ou fête des ignames en pays dilo / ntribou : une forme de reconstitution identitaire », E. Assima-Kpatcha, et K. N. Tsigbé, (éd), *Retour à l'histoire précoloniale. Mélanges au professeur Koffi Badjow TCHAM*, 2016, p 425-442.
- Apegnon, Kokou. « La partition du pays dilo/ntribou (1914-19156) : la fuite d'une Europe conflictuelle », *Sifoe*, Revue électronique spécialisés en Histoire, Anthropologie et Arts, 2018, p.25-34.
- Assima-Kpatcha, Essoham et al. « La constitution de l'espace togolais », N.L. Gayibor (éd), *Histoire des Togolais des origines aux années 1960*, vol II, Le Togo sous administration, Paris-Lomé, Karthala- Presse de l'UL, 2011, p. 23-46.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. « Histoire et perception en Afrique du XII^e au XX^e siècle », *UNESCO : Des frontières en Afrique du XII^e au XX^e siècle*, Paris, 1999, p. 39-54.
- Étou, Komla. « Le contexte politique de l'instrumentalisation des frontières : le cas des Ewé du Togo et du Ghana (1874-2005) », N.L. Gayibor, *Peuples et frontières dans l'espace ouest africain*. Collection « Patrimoines » n° 15 Lomé, Presses de l'Université de Lomé, 2013, p. 103-114.
- Gayibor, Nicoué Lodjou. (éd.) *Le Togo sous domination coloniale (1884-1960)*. Presses de l'UB, Lomé, 1997.
- Kolou, Wembou. *Monographie de la région de l'Adélé des origines à 1990*. Mémoire de maitrise en Histoire, Lomé, Université de Lomé, 2004.
- Marguérat, Yves. *La guerre d'août 1914 au Togo*. Collection « Patrimoines » n° 14 Lomé, Presses de l'Université de Lomé, 2004.

Nugent, Paul. *Smugglers secessionists and Loyal citizens in Togo-Ghana frontiers ; West African Studies, Ghana, s. d., 1972.*

Tcham, Badjow. « Pouvoir colonial allemand et structures politiques traditionnelles au Togo », *Annales de l'Université du Bénin*, tome XII, Lomé, 1992, p. 113-133.

Comment citer cet article / How to cite this article:

MLA : Apegnon, Kokou. "Le pays Ntribou sous administration française et anglaise de 1914 à 1956." *Uirtus*, vol. 3, no. 3, déc. 2023, pp. 276-294, <https://doi.org/10.59384/uirtus.2023.2716>.